

La fin d'année va être cruciale pour les retraités ! Entre le vote du budget de la Sécurité Sociale et celui de la loi des Finances, le droit de bien vivre la retraite va être mis à mal si la mobilisation n'est pas à la hauteur.

Le pouvoir d'achat

Notre économie doit répondre aux besoins de la population pour redémarrer. Les retraités participent à hauteur de 52 % de la consommation en France, or leur pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader ces dernières années. Leurs revenus ont largement été réduits par la hausse de la CSG, le gel des pensions et des complémentaires, la sous-revalorisation des pensions qui n'a pas suivi le coût de la vie : en 12 ans les prix ont augmenté de 13 % et les pensions nettes seulement de 8,60 %. L'urgence pour les retraités comme pour l'économie du pays c'est de leur redonner du pouvoir d'achat !

0,4% d'augmentation au 1er janvier 2021 pour les retraites de base ; 1% pour les complémentaires et c'est tout ! En face les prix ont augmenté de 1,7 %. De plus, des projets gouvernementaux préconisent l'augmentation de la CSG à hauteur de celle des actifs (9,2%), la réduction de l'abattement de 10% pour l'impôt sur le revenu et bien entendu le gel des pensions ou leur sous-revalorisation !

Ce dont le pays a besoin c'est d'un plan de relance du pouvoir d'achat des salariés et des retraités. Ce n'est pas le moment de réduire leur pouvoir d'achat ! Les retraités en ont besoin pour eux et leur famille, notre économie en a besoin, car ils ne sont pas seulement des consommateurs utiles à l'économie, ils participent à hauteur de 8 % à la production de richesses en France. Souvent, ils aident financièrement leurs enfants, petits-enfants touchés par le chômage. Leur contribution à la vie sociale est décisive dans cette période de crise sanitaire et économique.



La protection sociale

Si La Sécurité sociale reste encore un rempart contre les aléas de la vie, elle a toujours été la cible de nombreuses attaques qui l'ont considérablement affaiblie. Notre système de protection sociale n'est pas pour autant obsolète si l'on se donne l'ambition de la renforcer comme le propose la CGT dans sa campagne pour conquérir la Sécurité Sociale du XXI^e siècle.



Depuis des décennies, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de fermer les hôpitaux, les lits, supprimer des postes !

Ces mesures ont montré leur incohérence dans la gestion de la crise sanitaire !

Cette crise sanitaire qui a confirmé l'état de délabrement des services publics. Le "Ségur de la santé" est fait de nouvelles promesses. Pour l'instant, elles ne sont pas suivies d'effets mesurables pour l'hôpital public et les établissements médico-sociaux, dont les EHPAD.

Le "plan santé 2022" maintenu, malgré les enseignements de l'épidémie, est une nouvelle régression.

Très concernés par les aspects de santé, les retraités entendent défendre avec toute la population l'urgence de rétablir un système sanitaire public efficient. Ils font valoir leurs droits aux soins, sans discrimination d'âge ou de pathologie.

De même, le projet gouvernemental de création d'une "cinquième branche autonomie" remet en cause les principes d'universalité et d'égalité de notre sécurité sociale. Si cette mesure voit le jour, les besoins de prise en charge financière de la perte d'autonomie entraîneront de fait, des augmentations de la CSG et de la CRDS et ouvriront plus grande la porte de l'assurantiel.

Les exigences de la CGT

- ✓ À la lumière de ce que nous venons de vivre, la santé de la population, sans discrimination, doit devenir une priorité. Pour ce faire, la France a besoin d'une autre répartition des richesses. Elle a besoin de rompre avec un modèle qui favorise les activités jugées rentables financièrement, les actionnaires et les hauts revenus au détriment des services publics, des salariés, des retraités et des investissements dans l'économie réelle.
- ✓ Le financement de la Sécurité sociale doit être assuré par les cotisations sociales libérées des exonérations diverses et variées de l'ordre de 80 milliards d'euros. Cet apport permettrait dans l'immédiat de supprimer la hausse de la CSG et de transformer progressivement cet impôt injuste en cotisations salariales et patronales.
- ✓ Pour relancer l'économie et l'emploi, il faut relancer la consommation, les pensions et salaires doivent être revalorisés, la fiscalité rééquilibrée au profit des salariés et des retraités en mettant à contribution les plus riches qui profitent de la suppression de l'ISF, de l'optimisation fiscale, de la fraude et des paradis fiscaux.
- ✓ Les créations d'emplois et les augmentations de salaire notamment dans le secteur de la santé généreraient des ressources supplémentaires pour la Sécurité sociale. Une augmentation de 1 % des salaires apporterait 2,2 milliards de cotisations supplémentaires.
- ✓ Face à l'urgence de répondre aux besoins des hôpitaux estimés au minimum à 10 milliards d'euros, nous proposons une contribution immédiate des revenus financiers.

**Oui à une retraite en bonne santé avec
une pension de haut niveau,
pour les retraités d'aujourd'hui et ceux de demain !**

Pour défendre :

- ✓ notre système de retraite par répartition,
- ✓ améliorer notre pouvoir d'achat,
- ✓ défendre la Sécurité Sociale,
- ✓ améliorer les services publics.



**Toutes et tous manifestons dans la rue, le vendredi 1er octobre, avec la
CGT et les organisations qui appellent à cette journée d'actions**

Montreuil le 22 septembre 2021.

